

**GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN**  
**GOVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION**  
**GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

**REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST**

**SERVICE PUBLIC DE WALLONIE**

[C – 2023/48791]

**12 OCTOBRE 2023. — Décret portant assentiment à l'accord de coopération du 24 décembre 2021 entre la Communauté flamande, la Région wallonne, la Commission communautaire commune et la Communauté germanophone portant sur la collaboration entre les entités fédérées en matière de prestations familiales (1)**

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent décret règle, en vertu de l'article 138 de la Constitution, des matières visées à l'article 128 de celle-ci.

**Art. 2.** Assentiment est donné à l'accord de coopération du 24 décembre 2021 entre la Communauté flamande, la Région wallonne, la Commission communautaire commune et la Communauté germanophone portant sur la collaboration entre les entités fédérées en matière de prestations familiales.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Donné à Namur, le 12 octobre 2023.

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

Le Vice-Président et Ministre de l'Économie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation,  
du Numérique, de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME et des Centres de compétences,  
W. BORSUS

Le Vice-Président et Ministre du Climat, de l'Énergie, de la Mobilité et des Infrastructures,  
Ph. HENRY

La Vice-Présidente et Ministre de l'Emploi, de la Formation, de la Santé, de l'Action sociale  
et de l'Économie sociale, de l'Égalité des chances et des Droits des femmes,  
Ch. MORREALE

La Ministre de la Fonction publique, de l'Informatique, de la Simplification administrative,  
en charge des allocations familiales, du Tourisme, du Patrimoine et de la Sécurité routière,  
V. DE BUE

Le Ministre du Logement, des Pouvoirs locaux et de la Ville,  
Ch. COLLIGNON

Le Ministre du Budget et des Finances, des Aéroports et des Infrastructures sportives,  
A. DOLIMONT

La Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal,  
C. TELLIER

Note

(1) Session 2023-2024.

Documents du Parlement wallon, 1437 (2023-2024) N<sup>os</sup> 1 à 3

Compte rendu intégral, séance plénière du 11 octobre 2023

Discussion.

Vote.

ACCORD DE COOPERATION ENTRE LA COMMUNAUTE FLAMANDE, LA REGION WALLONNE, LA COMMISSION COMMUNAUTAIRE COMMUNE ET LA COMMUNAUTE GERMANOPHONE PORTANT SUR LA COLLABORATION ENTRE LES ENTITES FEDEREES EN MATIERE DE PRESTATIONS FAMILIALES

PREAMBULE

Considérant la résiliation du 20 novembre 2020 par la Communauté flamande de l'accord de coopération du 30 mai 2018 entre la Communauté flamande, la Région wallonne, la Commission Communautaire Commune et la Communauté germanophone relatif à la création de l'organe interrégional pour les prestations familiales;

Considérant que la Communauté flamande quitte l'asbl Orint le 31 décembre 2021;

Considérant les missions définies à l'article 4 de l'accord de coopération du 30 mai 2018 entre la Communauté flamande, la Région wallonne, la Commission Communautaire Commune et la Communauté germanophone relatif à la création de l'organe interrégional pour les prestations familiales;

Considérant que de nouveaux accords sont nécessaires pour certaines de ces missions ;

Le présent accord de coopération fixe des règles pratiques suite au retrait de la Communauté flamande de l'asbl Orint ;

Le présent accord de coopération détermine également la manière dont se réalisera la coopération entre les entités fédérées à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2022;

Considérant l'article 23 de la Constitution ;

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, l'article 92bis et l'article 94, § 1<sup>er</sup>bis, insérés par l'article 44 de la loi spéciale du 6 janvier 2014 relative à la sixième réforme de l'Etat ;

Considérant la loi du 31 décembre 1983 de réformes institutionnelles pour la Communauté germanophone, l'article 4 § 2 ;

Considérant le décret spécial de la Communauté française du 3 avril 2014 relatif aux compétences de la Communauté française dont l'exercice est transféré à la Région wallonne et à la Commission communautaire française et le décret de la Région wallonne du 11 avril 2014 relatif aux compétences de la Communauté française dont l'exercice est transféré à la Région wallonne et à la Commission communautaire française;

Considérant l'article 2 du code wallon de l'Action sociale et de la Santé, modifié par l'article 6 du décret du 3 décembre 2015 relatif à l'Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles ;

Considérant l'ordonnance du 23 mars 2017 portant création de l'Office bicommunautaire de la santé, de l'aide aux personnes et des prestations familiales, l'article 2 ;

Considérant le décret de la Communauté flamande du 7 juillet 2017 portant création d'une agence autonomisée externe de droit public " Vlaams Agentschap voor de Uitbetaling van Toelagen in het kader van het Gezinsbeleid " (Agence flamande de Paiement des Allocations dans le cadre de la Politique familiale), établissant des normes d'autorisation pour des acteurs de paiement privés et modifiant le décret du 30 avril 2004 portant création de l'agence autonomisée interne dotée de la personnalité juridique " Kind en Gezin " (Enfance et Famille)

Considérant le décret de la Région Wallonne du 8 février 2018 relatif à la gestion et au paiement des prestations familiales;

Considérant le décret de la Communauté flamande relatif au Panier de croissance de 2018;

Considérant l'article 54 de la loi du 31 décembre 1983 de réformes institutionnelles pour la Communauté germanophone;

Considérant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté germanophone du 29 novembre 2018 portant exécution du décret du 23 avril 2018 relatif aux prestations familiales ;

Considérant l'ordonnance du 4 avril 2019 établissant le circuit de paiement des prestations familiales ;

Considérant l'accord intervenu au sein du comité de concertation le 24 novembre 2021;

La Communauté flamande, représentée par le Ministre-Président et le Ministre du Bien-être, de la Santé publique, de la Famille et de la Lutte contre la Pauvreté ;

La Région wallonne, représentée par le Ministre-Président et le Ministre de la Fonction publique, de l'Informatique, de la Simplification administrative, des Allocations familiales, du Tourisme, du Patrimoine et de la Sécurité routière ;

La Communauté germanophone, représentée par le Ministre-président et le ministre de la Santé et des Affaires sociales, de l'Aménagement du territoire et du Logement ;

La Commission communautaire commune, représentée par le président du Collège réuni et les membres du Collège réuni chargés des prestations familiales ;

Ont convenu ce qui suit :

## DISPOSITIONS

### Article 1. Définitions

1° Entités fédérées : la Communauté flamande, pour le territoire de la région de langue néerlandaise ; la Région wallonne, pour le territoire de la région de langue française, la Commission communautaire commune, pour le territoire de la région bilingue de Bruxelles-Capitale et la Communauté germanophone, pour le territoire de la région de langue allemande ;

2° Accord de coopération du 6 septembre 2017 : l'accord de coopération du 6 septembre 2017 entre la Communauté flamande, la Région wallonne, la Commission communautaire commune et la Communauté germanophone portant sur les facteurs de rattachement, la gestion des charges du passé, l'échange des données en matière de prestations familiales et les modalités concernant le transfert de compétence entre caisses d'allocations familiales

3° asbl Orient : l'asbl qui a été créée en application de l'accord de coopération du 30 mai 2018 entre la Communauté flamande, la Région wallonne, la Commission Communautaire Commune et la Communauté germanophone relatif à la création de l'organe interrégional pour les prestations familiales.

Art. 2. Les entités fédérées exercent conjointement la fonction d'organisme de liaison en matière de prestations familiales, tel que visé à l'article 1<sup>er</sup>, § 2, b) du Règlement 987/2009 fixant les modalités d'application du règlement 883/2004 portant sur la coordination des systèmes de sécurité sociale. Les entités fédérées assurent conjointement la même fonction lors de l'application des conventions bilatérales sur les prestations familiales.

Art. 3. Les entités fédérées assurent, pour les missions visées à l'article 2, l'application correcte des facteurs de rattachement tels que repris à l'article 2 de l'accord de coopération du 6 septembre 2017.

En ce qui concerne l'application visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>, les demandes qui parviennent aux entités fédérées sont distribuées entre les entités fédérées selon la clé de répartition prévue à l'art. 47/5, § 5 de la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions. Les entités fédérées évaluent cette clé de répartition tous les deux ans.

Les gouvernements des entités fédérées peuvent, via un accord de coopération d'exécution, déterminer une clé de répartition plus conforme à la réalité administrative du traitement des demandes.

Un rapport structurel est fourni aux gouvernements des entités fédérées concernant l'application visée aux alinéas 1<sup>er</sup> et 2. Les modalités de ce rapport seront précisées dans un accord de coopération d'exécution entre les gouvernements des entités fédérées.

Art. 4. Les demandes visées à l'article 3, alinéa 2, sont attribuées à une entité fédérée dans les trois jours ouvrables après leur réception par écrit ou par téléphone, conformément à la clé de répartition visée à l'article 3, alinéa 2.

L'entité fédérée à laquelle une demande a été attribuée la traite endéans huit jours ouvrables. Lorsqu'une entité fédérée constate qu'elle n'est pas compétente, elle transmet la demande au plus tard le huitième jour ouvrable après que la demande lui a été attribuée. Ce délai est suspendu pendant les périodes mentionnées dans les alinéas suivants.

L'entité fédérée chargée de traiter une demande recueille, dans la mesure du possible, de sa propre initiative, toute information manquante afin de pouvoir déterminer l'application des facteurs de rattachement tels que prévus à l'article 2 de l'accord de coopération du 6 septembre 2017. L'entité fédérée peut demander les informations nécessaires pour prendre une décision à un service ou une institution national(e) ou étranger(ère) ainsi qu'à la personne concernée.

Si l'entité fédérée ne reçoit pas de réponse dans un délai de trois mois, elle envoie un rappel accordant au service ou à l'institution national(e) ou à la personne concernée un dernier délai d'un mois pour répondre. Si l'entité fédérée ne reçoit aucune réponse dans ce délai, elle prend une décision sur la base des informations dont elle dispose.

Par dérogation aux dispositions de l'alinéa précédent, l'entité fédérée attend la réponse de la personne concernée ou du service ou institution national(e) si la personne concernée ou le service ou institution national(e) a donné, dans le cadre du délai fixé dans l'alinéa précédent, une raison justifiant un délai de réponse plus long.

Lorsque l'entité fédérée demande à un service ou à une institution étranger(ère) des informations nécessaires pour prendre une décision, le délai visé à l'alinéa 2 est suspendu à partir du moment où l'entité fédérée a posé la question jusqu'à ce qu'elle ait reçu une réponse.

Une entité fédérée qui reçoit une demande d'informations de la part d'une autre entité, dans le cadre d'un examen concernant les facteurs de rattachement visés à l'alinéa 1<sup>er</sup>, fournit les informations dans les huit jours ouvrables suivant la réception de la demande. Si l'entité fédérée ne dispose pas des informations nécessaires, elle en informe l'entité qui a posé la question dans le même délai.

Les entités fédérées déterminent dans un accord de coopération d'exécution les autres conditions de traitement des demandes dont mention dans cet article.

Art. 5. En vue de l'application correcte des facteurs de rattachement visés à l'article 3, alinéa 1<sup>er</sup>, les entités fédérées traitent les catégories suivantes de données à caractère personnel relatives aux enfants et aux assurés sociaux mentionnés à l'article 2 de l'accord de coopération du 6 septembre 2017:

- 1° les données d'identification ;
- 2° les caractéristiques personnelles;
- 3° la composition de la famille ;
- 4° des situations professionnelles ou similaires ;
- 5° les données relatives aux mesures judiciaires.

Les entités fédérées sont chacune responsables des données à caractère personnel susmentionnées qu'elles traitent. Les entités fédérées déterminent dans un accord de coopération d'exécution les autres conditions de traitement de ces données.

Les données à caractère personnel visées à l'alinéa 1<sup>er</sup> sont conservées par la Communauté flamande, la Région wallonne, la Commission communautaire commune et la Communauté germanophone conformément aux délais de conservation prévus respectivement à l'article 7, § 11 du décret relatif au Panier de croissance de 2018, l'article 109 du décret du 8 février 2018 relatif à la gestion et au paiement des prestations familiales, l'article 34 de l'ordonnance du 4 avril 2019 fixant le circuit de paiement des prestations familiales, et l'article 23 de la décision du Gouvernement du 29 novembre 2018 portant application du décret du 23 avril 2018 relatif aux prestations familiales.

Art. 6. Les frais liés à l'application de l'article 2 sont répartis entre les entités fédérées selon la clé de répartition prévue à l'article 47/5, § 5 de la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions. Les entités fédérées évaluent cette clé de répartition tous les deux ans. Les gouvernements des entités fédérées peuvent déterminer, au moyen d'un accord de coopération d'exécution, une clé de répartition ou une répartition des coûts plus conforme à la réalité administrative du traitement des demandes.

Art. 7. Les divergences de vues éventuelles qui pourraient survenir entre les entités fédérées concernant l'interprétation ou la mise en œuvre du présent accord de coopération et de l'accord de coopération du 6 septembre 2017 seront examinées par un comité ad hoc composé d'un représentant de chaque entité fédérée. À défaut d'un accord, le litige sera soumis à une juridiction de coopération au sens de l'article 92bis, § 5, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles. Les membres de cette juridiction de coopération seront nommés par les gouvernements respectifs des entités fédérées. Les moyens de fonctionnement de la juridiction de coopération seront répartis entre les entités fédérées selon la clé de répartition prévue à l'art. 47/5, § 5 de la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions.

L'article 12, alinéas 1<sup>er</sup> et 2 de l'accord de coopération du 6 septembre 2017 est abrogé.

Art. 8. Les entités fédérées assurent la gestion des archives de FAMIFED et de l'asbl Orint. À cette fin, elles concluent les accords nécessaires conjointement avec un tiers ou gèrent elles-mêmes ces archives.

Les frais liés à l'application de l'alinéa 1<sup>er</sup> sont répartis entre les entités fédérées selon la clé de répartition prévue à l'article 47/5, § 5 de la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions. Les entités fédérées évaluent cette clé de répartition tous les deux ans. Les gouvernements des entités fédérées peuvent déterminer, par le biais d'un accord de coopération d'exécution, une clé de répartition ou une répartition des coûts plus conforme à la réalité administrative du traitement des demandes.

Art. 9. Les entités fédérées assurent conjointement la liquidation de FAMIFED après sa dissolution. Elles se chargent conjointement des factures adressées à FAMIFED à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2022. Après la sortie de la Communauté flamande de l'asbl Orint le 1<sup>er</sup> janvier 2022, les entités fédérées se chargent conjointement des factures adressées à cette asbl pour la période antérieure au 1<sup>er</sup> janvier 2022.

Ces factures sont réparties selon la clé de répartition prévue à l'article 47/5, § 5 de la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions, applicable l'année où la facture a été émise par le créancier concerné, à l'exception des factures relatives au Cadastre et à l'application Trivia, auxquelles est appliquée la clé de répartition telle qu'elle est utilisée au sein de l'asbl Orint pendant l'exercice 2021.

Art. 10. Les coûts liés à la sortie de la Communauté flamande de l'asbl Orint au 1<sup>er</sup> janvier 2022 sont répartis entre les entités fédérées selon la clé de répartition prévue à l'article 47/5, § 5, de la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions.

Les entités fédérées évaluent cette clé de répartition tous les deux ans. Les gouvernements des entités fédérées peuvent déterminer, par le biais d'un accord de coopération d'exécution, une clé de répartition ou une répartition des coûts plus conforme à la réalité administrative du traitement des demandes.

Art. 11. Iriscare assure la gestion informatique du Cadastre et de l'application Trivia, qui sont maintenus par les entités fédérées conformément à l'article 8 de l'accord de coopération du 6 septembre 2017. Iriscare pourra facturer directement aux autres entités fédérées cette gestion informatique, conformément aux dispositions contractuelles à convenir avec les entités fédérées respectives.

Art. 12. Cet accord de coopération entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2022.

Bruxelles, le 24 décembre 2021, en un seul original en français, néerlandais et allemand, qui sera déposé au Secrétariat central du Comité de concertation.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,  
J. JAMBON

Le Ministre flamand du Bien-Etre, de la Santé publique et de la Famille et de la lutte contre la pauvreté  
W. BEKE

Le Ministre-président du gouvernement wallon  
E. DI RUPO

La Ministre de la Fonction publique, de l'Informatique, de la Simplification administrative,  
en charge des allocations familiales, du Tourisme, du Patrimoine et de la Sécurité routière,  
V. DE BUE

Le Ministre-Président de la Communauté germanophone  
O. PAASCH

Le Vice-Ministre-Président, Ministre de la Santé et des Affaires sociales,  
de l'Aménagement du territoire et du Logement  
A. ANTONIADIS

Le président du Collège réuni de la Commission communautaire commune  
R. VERVOORT

Le Membre du Collège réuni, en charge des Prestations familiales, du Budget,  
de la Fonction publique et des Relations extérieures,  
S. GATZ

Le Membre du Collège réuni, en charge des Prestations familiales, du Budget,  
de la Fonction publique et des Relations extérieures,  
B. CLERFAYT

---

#### ÜBERSETZUNG

#### ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C – 2023/48791]

**12. OKTOBER 2023 — Dekret zur Zustimmung zum Kooperationsabkommen vom 24. Dezember 2021 zwischen der Flämischen Gemeinschaft, der Wallonischen Region, der Gemeinsamen Gemeinschaftskommission und der Deutschsprachigen Gemeinschaft über die Zusammenarbeit zwischen den föderierten Teilgebieten im Bereich der Familienleistungen (1)**

Das Wallonische Parlament hat Folgendes angenommen, und Wir, die Wallonische Regierung, sanktionieren Folgendes:

**Artikel 1** - Dieses Dekret regelt gemäß Artikel 138 der Verfassung Angelegenheiten, die in Artikel 128 der Verfassung aufgeführt sind.

**Art. 2** - Dem Kooperationsabkommen vom 24. Dezember 2021 zwischen der Flämischen Gemeinschaft, der Wallonischen Region, der Gemeinsamen Gemeinschaftskommission und der Deutschsprachigen Gemeinschaft über die Zusammenarbeit zwischen den föderierten Teilgebieten im Bereich der Familienleistungen wird zugestimmt.

Verkünden wir das vorliegende Dekret und ordnen wir an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 12. Oktober 2023

Der Ministerpräsident  
E. DI RUPO

Der Vizepräsident und Minister für Wirtschaft, Außenhandel, Forschung und Innovation,  
digitale Technologien, Raumordnung, Landwirtschaft, das IFAMPME und die Kompetenzzentren  
W. BORSUS

Der Vizepräsident für Klima, Energie, Mobilität und Infrastrukturen  
Ph. HENRY

Die Vizepräsidentin und Ministerin für Beschäftigung, Ausbildung, Gesundheit,  
soziale Maßnahmen, Chancengleichheit und Rechte der Frauen  
Ch. MORREALE

Die Ministerin für den öffentlichen Dienst, Informatik, administrative Vereinfachung,  
beauftragt mit den Bereichen Kindergeld, Tourismus, Erbe und Verkehrssicherheit  
V. DE BUE

Der Minister für Wohnungswesen, lokale Behörden und Städte  
Ch. COLLIGNON

Der Minister für Haushalt und Finanzen, Flughäfen und Sportinfrastrukturen  
A. DOLIMONT

Die Ministerin für Umwelt, Natur, Forstwesen, ländliche Angelegenheiten und Tierschutz  
C. TELLIER

## Fußnote

(1) Sitzungsperiode 2023-2024.

Dokumente des Wallonischen Parlaments, 1437 (2023-2024) Nrn. 1 bis 3

Ausführliches Sitzungsprotokoll, Plenarsitzung vom 11. Oktober 2023.

Diskussion.

Abstimmung.

ZUSAMMENARBEITSABKOMMEN ZWISCHEN DER FLÄMISCHEN GEMEINSCHAFT, DER WALLONISCHEN REGION, DER GEMEINSAMEN GEMEINSCHAFTSKOMMISSION UND DER DEUTSCHSPRACHIGEN GEMEINSCHAFT BEZÜGLICH DER ZUSAMMENARBEIT DER GEBIETSKÖRPERSCHAFTEN IM BEREICH DER FAMILIENLEISTUNGEN

EINLEITENDER TEXT

In Erwägung der Kündigung vom 20. November 2020 durch die Flämische Gemeinschaft des Zusammenarbeitsabkommens vom 30. Mai 2018 zwischen der Flämischen Gemeinschaft, der Wallonischen Region, der Gemeinsamen Gemeinschaftskommission und der Deutschsprachigen Gemeinschaft bezüglich der Schaffung eines Interregionalen Organs für die Familienleistungen;

In Erwägung, dass die Flämische Gemeinschaft die VoG Orint am 31. Dezember 2021 verlässt;

In Erwägung der Aufträge, definiert in Artikel 4 des Zusammenarbeitsabkommens vom 30. Mai 2018 zwischen der Flämischen Gemeinschaft, der Wallonischen Region, der Gemeinsamen Gemeinschaftskommission und der Deutschsprachigen Gemeinschaft bezüglich der Schaffung eines Interregionalen Organs für die Familienleistungen;

In Erwägung, dass für einen Teil dieser Aufträge Vereinbarungen notwendig sind;

Im vorliegenden Zusammenarbeitsabkommen werden auch praktische Regeln betreffend das Austreten der Flämischen Gemeinschaft aus der VoG Orint festgelegt;

Im vorliegenden Zusammenarbeitsabkommen wird auch festgelegt, wie die Zusammenarbeit zwischen den Gebietskörperschaften ab dem 1. Januar 2022 verlaufen wird;

In Erwägung von Artikel 23 der Verfassung;

In Erwägung des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen, Artikel 92*bis* und Artikel 94 § 1*bis*, eingefügt durch Artikel 44 des Sondergesetzes vom 6. Januar 2014;

In Erwägung des Gesetzes vom 31. Dezember 1983 über institutionelle Reformen für die Deutschsprachige Gemeinschaft, Artikel 4 § 2;

In Erwägung des Sonderdekrets der Französischen Gemeinschaft vom 3. April 2014 über die Befugnisse der Französischen Gemeinschaft, deren Ausübung an die Wallonische Region und die Französische Gemeinschaftskommission übertragen wird und des Dekrets der Wallonischen Region vom 11. April 2014 über die Befugnisse der Französischen Gemeinschaft, deren Ausübung an die Wallonische Region und die Französische Gemeinschaftskommission übertragen wird;

In Erwägung von Artikel 2 des Wallonischen Gesetzbuches für soziale Aktion und Gesundheit, abgeändert durch Artikel 6 des Dekrets vom 3. Dezember 2015 bezüglich der wallonischen Agentur für Gesundheit, Sozialem Schutz, Beeinträchtigung und Familien;

In Erwägung der Ordonnanz vom 23. März 2017 zur Schaffung des zweigemeinschaftlichen Diensts für Gesundheit, Personenbeistand und Familienleistungen, Artikel 2;

In Erwägung des Dekrets der Flämischen Gemeinschaft vom 7. Juli 2017 zur Schaffung einer extern verselbstständigten Agentur öffentlichen Rechts Flämische Agentur für die Ausbezahlung der Zulagen im Bereich der Familienpolitik, zur Festlegung der Anerkennungsnormen für private Zahlungsakteure und zur Abänderung des Dekrets vom 30. April 2004 bezüglich der Schaffung einer intern verselbstständigten Agentur mit Rechtspersönlich Kind und Familie;

In Erwägung des Dekrets der Wallonischen Region vom 8. Februar 2018 über die Verwaltung und Auszahlung der Familienleistungen;

In Erwägung des Dekrets der Flämischen Gemeinschaft über das Wachstumspaket von 2018;

In Erwägung des Gesetzes vom 31. Dezember 1983 über institutionelle Reformen für die Deutschsprachige Gemeinschaft, Artikel 54;

In Erwägung des Erlasses der Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft vom 29. November 2018 zur Ausführung des Dekrets vom 23. April 2018 über die Familienleistungen;

In Erwägung der Ordonnanz vom 4. April 2019 zur Schaffung des Zahlungskreislaufs der Familienleistungen;

In Erwägung des am 24. November 2021;

im Konzertierungsausschuss erzielten Abkommens;

haben die Flämische Gemeinschaft, vertreten durch den Ministerpräsidenten und den Minister für Wohlfahrt, Volksgesundheit und Armutsbekämpfung;

die Wallonische Region, vertreten durch den Ministerpräsidenten und die Ministerin für Öffentlichen Dienst, Verwaltungsvereinfachung, Kindergeld, Tourismus, Kulturerbe und Verkehrssicherheit;

die Deutschsprachige Gemeinschaft, vertreten durch den Ministerpräsidenten und den Vize-Ministerpräsident, Minister für Gesundheit und Soziales, Raumordnung und Wohnungswesen;

die Gemeinsame Gemeinschaftskommission, vertreten durch den Vorsitzenden des Vereinigten Kollegiums und die Mitglieder des Vereinigten Kollegiums, zuständig für Familienleistungen;

Folgendes vereinbart:

BESTIMMUNGEN

Artikel 1. Begriffsbestimmungen

1. Gebietskörperschaften: die Flämische Gemeinschaft, mit territorialer Zuständigkeit für das niederländische Sprachgebiet; die Wallonische Region, mit territorialer Zuständigkeit für das französische Sprachgebiet; die Gemeinsame Gemeinschaftskommission, mit territorialer Zuständigkeit für die zweisprachige Region Brüssel-Hauptstadt sowie die Deutschsprachige Gemeinschaft, mit territorialer Zuständigkeit für das deutsche Sprachgebiet;

2. Zusammenarbeitsabkommen vom 6. September 2017: das Zusammenarbeitsabkommen vom 6. September 2017 zwischen der Flämischen Gemeinschaft, der Wallonischen Region, der Gemeinsamen Gemeinschaftskommission und der Deutschsprachigen Gemeinschaft bezüglich der Angliederungsfaktoren, der Verwaltung der Altlasten, des Datenaustausches im Bereich der Familienleistungen und der Bedingungen für die Zuständigkeitsübertragung zwischen den Kindergeldkassen

3. VoG Orint: die VoG die in Anwendung des Zusammenarbeitsabkommens vom 30. Mai 2018 zwischen der Flämischen Gemeinschaft, der Wallonischen Region, der Gemeinsamen Gemeinschaftskommission und der Deutschsprachigen Gemeinschaft bezüglich der Schaffung eines Interregionalen Organs für die Familienleistungen geschaffen wurde

Art.2. Die Gebietskörperschaften übernehmen gemeinsam die Funktion als Verbindungsstelle, so wie in Artikel 1, Nr. 2, b) der Verordnung Nr. 987/2009

für die Durchführung der Verordnung Nr. 883/2004 über die Koordinierung der Systeme der sozialen Sicherheit. Die Gebietskörperschaften übernehmen dieselbe Aufgabe gemeinsam bei der Anwendung von bilateralen Abkommen über die Familienleistungen.

Art.3. Die Gebietskörperschaften stellen, für die Aufträge erwähnt in Artikel 2, die korrekte Anwendung der Angliederungsfaktoren, wie definiert in Artikel 2 des Zusammenarbeitsabkommen vom 6. September 2017, sicher.

Die Anträge, die in Anwendung von Absatz 1 die Gebietskörperschaften erreichen, werden zwischen den Gebietskörperschaften verteilt gemäß dem Verteilungsschlüssel in Artikel 47/5 § 5 des Sondergesetzes vom 16. Januar 1989 bezüglich der Finanzierung der Gemeinschaften und Regionen. Die Gebietskörperschaften evaluieren diesen Verteilungsschlüssel alle zwei Jahre.

Die Regierung der Gebietskörperschaften können im Rahmen eines ausführenden Zusammenarbeitsabkommens einen Verteilungsschlüssel festlegen, der der administrativen Realität der Antragsbearbeitung besser entspricht.

Eine strukturelle Berichterstattung an die Regierung der Gebietskörperschaften bezüglich der Anwendung von Absatz 1 und 2 wird vorgesehen. Die Modalitäten dieser Berichterstattung werden in einem ausführenden Zusammenarbeitsabkommen zwischen den Regierungen der Gebietskörperschaften vorgesehen.

Art.4. Die in Artikel 3 Absatz 2 erwähnten Anträge werden innerhalb von 3 Werktagen nach deren schriftlichem oder telefonischem Erhalt einer Gebietskörperschaft zugewiesen, in Anwendung des in Artikel 3 § 2 erwähnten Verteilungsschlüssels.

Die Gebietskörperschaft, welcher der Antrag zugewiesen wurde, bearbeitet diesen innerhalb von acht Werktagen. Wenn eine Gebietskörperschaft feststellt, dass sie nicht zuständig ist, leitet sie den Antrag spätestens am achten Werktag nach Erhalt des Antrags weiter. Diese Frist wird für die in den folgenden Absätzen genannten Zeiträume unterbrochen.

Die Gebietskörperschaft, die einen Antrag bearbeiten muss, trägt so weit möglich auf eigene Initiative alle notwendigen Auskünfte zusammen, um die Anwendung der Angliederungsfaktoren, wie definiert in Artikel 2 des Zusammenarbeitsabkommen vom 6. September 2017, beurteilen zu können. Die Gebietskörperschaften können die Informationen, die sie benötigen, um einen Beschluss zu fassen, bei einer inländischen oder ausländischen Behörde, sowie beim Betroffenen selbst anfragen.

Wenn die Gebietskörperschaft nach drei Monaten keine Antwort erhält, versendet sie eine Erinnerung, in der sie der inländischen oder ausländischen Behörde eine Frist von einem Monat gewährt, um zu antworten. Erhält die Gebietskörperschaft in dieser Frist keine Antwort, fasst sie ihren Beschluss auf Grundlage der Auskünfte, über die sie verfügt.

In Abweichung zum vorherigen Absatz, wartet die Gebietskörperschaft auf die Antwort des Betroffenen oder der inländischen Behörde, wenn der Betroffene oder die inländische Behörde innerhalb der im vorherigen Absatz erwähnten Frist einen Grund angegeben hat, der eine längere Beantwortungsfrist rechtfertigt.

Wenn die Gebietskörperschaft benötigte Informationen bei einer ausländischen Behörde anfragt, wird die in Absatz 2 vorgesehene Frist ab der Anfrage der Gebietskörperschaft und bis zum Erhalt einer Antwort unterbrochen.

Eine Gebietskörperschaft, die ein Informationsersuchen einer anderen Gebietskörperschaft bezüglich der in Absatz 1 erwähnten Angliederungsfaktoren erhält, liefert die Informationen innerhalb von 8 Werktagen ab dem Ersuchen. Wenn die Gebietskörperschaft nicht über die benötigten Informationen verfügt, teilt sie dies dem Fragesteller innerhalb derselben Frist mit.

Die Gebietskörperschaften legen in einem ausführenden Zusammenarbeitsabkommen die weiteren Bedingungen der Bearbeitung der in diesem Artikel genannten Anträge fest.

Art.5.

Die Gebietskörperschaften verarbeiten im Hinblick auf die korrekte Anwendung der in Artikel 3, Absatz 1 erwähnten Angliederungsfaktoren die folgenden Kategorien von personenbezogenen Daten der Kinder und des in Artikel 2 des Zusammenarbeitsabkommen vom 6. September 2017 erwähnten Sozialversicherten:

1. Daten zur Identität
2. persönliche Merkmale
3. Familienzusammensetzung
4. Berufliche oder gleichgestellte Situationen
5. Daten über gerichtliche Maßnahmen

Die Gebietskörperschaften sind jeweils verantwortlich für die Verarbeitung der hier vorerwähnten personenbezogenen Daten, die sie verarbeiten. Die Gebietskörperschaften legen in einem ausführenden Zusammenarbeitsabkommen die weiteren Bedingungen für die Verarbeitung dieser Daten fest.

Die in Absatz 1 erwähnten personenbezogenen Daten werden durch die Flämische Gemeinschaft, die Wallonische Region, die Gemeinsame Gemeinschaftskommission und die Deutschsprachige Gemeinschaft aufbewahrt, in Anwendung der Aufbewahrungsfristen jeweils vorgesehen in Artikel 7 § 11 des Dekrets über das Wachstumspaket von 2018, Artikel 109 des Dekrets vom 8. Februar 2018 über die Verwaltung und Auszahlung der Familienleistungen, Artikel 34 der Ordonnanz vom 4. April 2019 zur Schaffung des Zahlungskreislaufs der Familienleistungen und Artikel 23 des Erlasses der Regierung vom 29. November 2018 zur Ausführung des Dekrets vom 23. April 2018 über die Familienleistungen.

Art. 6. Die Kosten, die durch die Anwendung von Artikel 2 entstehen, werden zwischen den Gebietskörperschaften verteilt in Anwendung der Verteilungsschlüssel aufgeführt in Artikel 47/5 § 5 des Sondergesetzes vom 16. Januar 1989 bezüglich der Finanzierung der Gemeinschaften und Regionen. Die Gebietskörperschaften evaluieren diesen Verteilungsschlüssel alle zwei Jahre. Die Regierung der Gebietskörperschaften können im Rahmen eines ausführenden Zusammenarbeitsabkommens einen Verteilungsschlüssel festlegen, der der administrativen Realität der Antragsbearbeitung besser entspricht.

Art. 7. Eventuelle Meinungsverschiedenheiten die zwischen den Gebietskörperschaften bei der Interpretation oder der Ausführung des vorliegenden Zusammenarbeitsabkommens oder des Zusammenarbeitsabkommens vom 6. September 2017 werden durch eine Ad hoc-Kommission aufgenommen, zusammengestellt aus einem Vertreter jeder Gebietskörperschaft. Kommt keine Einigung zustande, wird die Streitsache einem Zusammenarbeitsgericht im Sinne von Artikel 92bis, § 5 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen vorgelegt. Die Mitglieder dieses Zusammenarbeitsgerichts werden von den jeweiligen Regierungen der Gebietskörperschaften ernannt. Die Funktionsmittel des Zusammenarbeitsgericht werden zwischen den Gebietskörperschaften gemäß dem in Artikel 47/5, § 5 des Sondergesetzes vom 16. Januar 1989 bezüglich der Finanzierung der Gemeinschaften und Regionen festgelegten Verteilungsschlüssel aufgeteilt.

Artikel 12, Absatz 1 und 2 des Zusammenarbeitsabkommens vom 6. September 2017 wird aufgehoben.

Art.8. Die Gebietskörperschaften sind für die Verwaltung der Archive von FAMIFED und der VoG Orint zuständig. Zu diesem Zweck schließen sie gemeinsam die erforderlichen Vereinbarungen mit einem Dritten oder verwalten diese Archive selbst.

Die mit der Anwendung des ersten Absatzes verbundenen Kosten werden von den Gebietskörperschaften gemäß dem in Artikel 47/5, § 5 des Sondergesetzes vom 16. Januar 1989 bezüglich der Finanzierung der Gemeinschaften und Regionen festgelegten Verteilungsschlüssel aufgeteilt. Die Gebietskörperschaften evaluieren diesen Verteilungsschlüssel alle zwei Jahre. Die Regierungen der Gebietskörperschaften können im Rahmen eines ausführenden Zusammenarbeitsabkommens einen Verteilungsschlüssel oder eine Kostenverteilung festlegen, die der administrativen Realität der Antragsbearbeitung besser entspricht.

Art.9. Die Gebietskörperschaften gewähren die Abwicklung von FAMIFED nach deren Auflösung. Sie sind gemeinsam für die ab dem 1. Januar 2022 an FAMIFED gerichteten Rechnungen verantwortlich. Nach dem Austritt der Flämischen Gemeinschaft aus VoG Orint am 1. Januar 2022 sind die Gebietskörperschaften gemeinsam für die an diese VoG gerichteten Rechnungen in Bezug auf den Zeitraum vor dem 1. Januar 2022 verantwortlich.

Diese Rechnungen werden nach dem Verteilungsschlüssel gemäß Artikel 47/5, § 5 des Sondergesetzes vom 16. Januar 1989 bezüglich der Finanzierung der Gemeinschaften und Regionen, der in dem Jahr gilt, in dem die Rechnung von dem betreffenden Gläubiger ausgestellt wurde, mit Ausnahme der Rechnungen, die sich auf das Kataster und die Trivia-Anwendung beziehen, auf die der Verteilungsschlüssel angewandt wird, der innerhalb der VoG Orint im Betriebsjahr 2021 gilt.

Art.10. Die Kosten, die mit dem Austritt der Flämischen Gemeinschaft aus der VoG Orint am 1. Januar 2022 verbunden sind, werden zwischen den Gebietskörperschaften gemäß dem in Art. 47/5, § 5 des Sondergesetzes vom 16. Januar 1989 bezüglich der Finanzierung der Gemeinschaften und Regionen festgelegten Verteilungsschlüssel aufgeteilt. Die Gebietskörperschaften evaluieren diesen Verteilungsschlüssel alle zwei Jahre. Die Regierungen der Gebietskörperschaften können im Rahmen eines ausführenden Zusammenarbeitsabkommens einen Verteilungsschlüssel oder eine Kostenverteilung festlegen, die der administrativen Realität der Antragsbearbeitung besser entspricht.

Art. 11. Iriscare ist für die IT-Verwaltung des Katasters und der Trivia-Anwendung zuständig, die gemäß Artikel 8 des Zusammenarbeitsabkommens vom 6. September 2017 von den Gebietskörperschaften verwaltet werden. Iriscare kann diese IT-Verwaltung den anderen Gebietskörperschaften direkt in Rechnung stellen, und zwar gemäß den mit den jeweiligen Gebietskörperschaften zu vereinbarenden vertraglichen Bestimmungen.

Art.12.

Dieses Zusammenarbeitsabkommen tritt am 1. Januar 2022 in Kraft.

Unterzeichnet in Brüssel, am 24. Dezember 2021, in einer Originalfassung in deutscher, niederländischer und französischer Sprache, die beim Zentralen Sekretariat des Konzertierungsausschusses hinterlegt wird.

Der Ministerpräsident der flämischen Regierung  
J. JAMBON

Der Minister für Wohlfahrt, Volksgesundheit und Armutsbekämpfung  
W. BEKE

Der Ministerpräsident der Wallonischen Region  
E. DI RUPO

Die Ministerin für öffentlichen Dienst, Verwaltungsvereinfachung, Kindergeld,  
Tourismus, Kulturerbe und Verkehrssicherheit  
V. DE BUE

Der Ministerpräsident der Deutschsprachigen Gemeinschaft  
O. PAASCH

Der Vize-Ministerpräsident, Minister der für Gesundheit und Soziales,  
Raumordnung und Wohnungswesen  
A. ANTONIADIS

Der Vorsitzende des Vereinigten Kollegiums der Gemeinsamen Gemeinschaftskommission  
R. VERVOORT

Das Mitglied des Vereinigten Kollegiums, zuständig für Familienleistungen, Haushalt,  
öffentlichen Dienst und Außenbeziehungen  
S. GATZ

Das Mitglied des Vereinigten Kollegiums, zuständig für Familienleistungen, Haushalt,  
öffentlichen Dienst und Außenbeziehungen  
B. CLERFAYT

## VERTALING

## WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2023/48791]

**12 OKTOBER 2023.** — Decreet houdende instemming met het samenwerkingsakkoord van 24 december 2021 tussen de Vlaamse Gemeenschap, het Waalse Gewest, de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en de Duitstalige Gemeenschap betreffende de samenwerking tussen de deelentiteiten met betrekking tot de gezinsbijslagen (1)

Het Waals Parlement heeft aangenomen en Wij, Waalse Regering, bekrachtigen hetgeen volgt:

**Artikel 1.** Dit decreet regelt, overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet, aangelegenheden bedoeld in artikel 128 van de Grondwet.

**Art. 2.** Goedkeuring wordt verleend aan het samenwerkingsakkoord van 24 december 2021 tussen de Vlaamse Gemeenschap, het Waalse Gewest, de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en de Duitstalige Gemeenschap betreffende de samenwerking tussen de deelentiteiten met betrekking tot de gezinsbijslagen.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 12 oktober 2023.

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Vice-Minister-President en Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën, Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het "IFAPME", en de Vaardigheidscentra,  
W. BORSUS

De Vice-Minister-President en Minister van Klimaat, Energie, Infrastructuren en Mobiliteit,  
Ph. HENRY

De Vice-Minister-President en Minister van Werk, Vorming, Gezondheid, Sociale Actie en Sociale Economie, Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,  
Ch. MORREALE

De Minister van Ambtenarenzaken, Informatica, Administratieve Vereenvoudiging, belast met Kinderbijslag, Toerisme, Erfgoed en Verkeersveiligheid,  
V. DE BUE

De Minister van Huisvesting, Plaatselijke Besturen, en Stedenbeleid,  
Ch. COLLIGNON

De Minister van Begroting en Financiën, Luchthavens en Sportinfrastructuren,  
A. DOLIMONT

De Minister van Leefmilieu, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden en Dierenwelzijn,  
C. TELLIER

Nota

(1) Zitting 2023-2024:

Stukken van het Waals Parlement 1437 (2023-2024) Nrs. 1 tot 3.

Volledig verslag, openbare zitting van 11 oktober 2023.

Bespreking.

Stemming.

SAMENWERKINGSAKKOORD TUSSEN DE VLAAMSE GEMEENSCHAP, HET WAALSE GEWEST, DE GEMEENSCHAPPELIJKE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE EN DE DUITSTALIGE GEMEENSCHAP BETREFFENDE DE SAMENWERKING TUSSEN DE DEELENTEITEN MET BETREKKING TOT DE GEZINSBIJSLAGEN

AANHEF

Overwegende de opzegging van 20 november 2020 door de Vlaamse Gemeenschap van het samenwerkingsakkoord van 30 mei 2018 tussen de Vlaamse Gemeenschap, het Waalse Gewest, de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en de Duitstalige Gemeenschap betreffende de oprichting van het interregionaal orgaan voor de gezinsbijslagen;

Overwegende het feit dat de Vlaamse Gemeenschap de vzw Orint verlaat op 31 december 2021;

Overwegende de opdrachten uit artikel 4 van het Samenwerkingsakkoord van 30 mei 2018 tussen de Vlaamse Gemeenschap, het Waalse Gewest, de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en de Duitstalige Gemeenschap betreffende de oprichting van het interregionaal orgaan voor de gezinsbijslagen;

Overwegende dat over een gedeelte van die opdrachten nieuwe afspraken nodig zijn;

In dit samenwerkingsakkoord worden praktische regels vastgelegd om de uittreding van de Vlaamse Gemeenschap uit de vzw Orint te regelen;

In dit samenwerkingsakkoord wordt ook vastgelegd hoe de samenwerking tussen de deelentiteiten zal verlopen vanaf 1 januari 2022.

Overwegende artikel 23 van de Grondwet;

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, artikel 92bis en artikel 94, § 1bis, ingevoegd door artikel 44 van de bijzondere wet van 6 januari 2014 met betrekking tot de Zesde Staatshervorming;

Overwegende de wet van 31 december 1983 tot hervorming der instellingen voor de Duitstalige Gemeenschap, artikel 4 § 2;

Overwegende het bijzondere decreet van de Franse Gemeenschap van 3 april 2014 betreffende de bevoegdheden van de Franse Gemeenschap waarvan de uitoefening naar het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie wordt overgedragen en het decreet van het Waalse Gewest van 11 april 2014 betreffende de bevoegdheden van de Franse Gemeenschap waarvan de uitoefening aan het Waalse Gewest en aan de Franse Gemeenschapscommissie overgedragen wordt;

Overwegende artikel 2 van het Waals Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid, gewijzigd bij artikel 6 van het Decreet van 3 december 2015 betreffende het "Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles" (Waals agentschap voor gezondheid, sociale bescherming, handicap en gezinnen);

Overwegende de Ordonnantie van 23 maart 2017 houdende de oprichting van de bicommunautaire Dienst voor Gezondheid, Bijstand aan Personen en Gezinsbijslag, artikel 2;

Overwegende het Decreet van de Vlaamse Gemeenschap van 7 juli 2017 tot oprichting van een publiekrechtelijk vormgegeven extern verzelfstandigd agentschap Vlaams Agentschap voor de Uitbetaling van Toelagen in het kader van het Gezinsbeleid, tot vaststelling van vergunningsnormen voor private uitbetalingsactoren en tot wijziging van het decreet van 30 april 2004 betreffende de oprichting van het intern verzelfstandigd agentschap met rechtspersoonlijkheid Kind en Gezin;

Overwegende het Decreet van het Waals Gewest van 8 februari 2018 met betrekking tot het beheer en de betaling van de gezinsbijslagen;

Overwegende het Groeipakketdecreet van de Vlaamse Gemeenschap van 2018;

Overwegende artikel 54 van de wet van 31 december 1983 tot hervorming der instellingen voor de Duitstalige Gemeenschap;

Overwegende het Besluit van de Regering van de Duitstalige Gemeenschap van 29 november 2018 tot uitvoering van het decreet van 23 april 2018 betreffende de gezinsbijslagen

Overwegende de Ordonnantie van 4 april 2019 tot vaststelling van het betaalcircuit voor de gezinsbijslag;

Overwegende het op 24 november 2021 in het Overlegcomité bereikte akkoord;

de Vlaamse Gemeenschap, vertegenwoordigd door de minister-president en de minister van Welzijn, Volksgezondheid, Gezin en Armoedebestrijding;

het Waalse Gewest, vertegenwoordigd door de minister-president en de minister van Ambtenarenzaken, Informatica, Administratieve Vereenvoudiging, belast met de Kinderbijslag, Toerisme, Erfgoed en Verkeersveiligheid;

de Duitstalige Gemeenschap, vertegenwoordigd door de minister-president en de viceminister-president, minister van Volksgezondheid en Sociale Zaken, Ruimtelijke Ordening en Huisvesting;

de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, vertegenwoordigd door de voorzitter van het Verenigd College en de Leden van het Verenigd College belast met Gezinsbijslagen;

Zijn het volgende overeengekomen:

#### BEPALINGEN

##### Artikel 1. Definities

1° Deelentiteiten: de Vlaamse Gemeenschap, voor de gebiedsomschrijving van het Nederlandse taalgebied; het Waalse Gewest, voor de gebiedsomschrijving van het Franse taalgebied; de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, voor de gebiedsomschrijving van het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad en de Duitstalige Gemeenschap, voor de gebiedsomschrijving van het Duitse taalgebied;

2° Samenwerkingsakkoord van 6 september 2017: het samenwerkingsakkoord van 6 september 2017 tussen de Vlaamse Gemeenschap, het Waalse Gewest, de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en de Duitstalige Gemeenschap betreffende de aanknopingsfactoren, het beheer van de lasten van het verleden, de gegevensuitwisseling inzake de gezinsbijslagen en de praktische regels betreffende de bevoegdheidsoverdracht tussen de kinderbijslagfondsen.

3° vzw Orint: de vzw die werd opgericht ingevolge het samenwerkingsakkoord van 30 mei 2018 tussen de Vlaamse Gemeenschap, het Waalse Gewest, de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en de Duitstalige Gemeenschap betreffende de oprichting van het interregionaal orgaan voor de gezinsbijslagen

Art. 2. De deelentiteiten vervullen met betrekking tot de gezinsbijslagen gezamenlijk de functie als verbindingsorgaan, zoals bepaald in artikel 1, § 2, b) van Verordening 987/2009 tot vaststelling van de wijze van toepassing van Verordening (EG) nr. 883/2004 betreffende de coördinatie van de socialezekerheidsstelsels. De deelentiteiten verzekeren gezamenlijk eenzelfde functie bij de toepassing van bilaterale verdragen met betrekking tot de gezinsbijslagen.

Art. 3. De deelentiteiten verzekeren met betrekking tot de opdrachten vermeld in artikel 2 de correcte toepassing van de aanknopingsfactoren zoals opgenomen in artikel 2 van het samenwerkingsakkoord van 6 september 2017.

De aanvragen die, met betrekking tot de toepassing waarnaar wordt verwezen in het eerste lid, de deelentiteiten bereiken, worden over de deelentiteiten verdeeld overeenkomstig de verdeelsleutel die werd vastgelegd in art. 47/5, § 5 van de Bijzondere Wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten.

De deelentiteiten evalueren deze verdeelsleutel om de twee jaar. De regeringen van de deelentiteiten kunnen via een uitvoerend samenwerkingsakkoord een verdeelsleutel bepalen die nauwer aansluit bij de administratieve realiteit van de behandeling van de aanvragen.

Er wordt voorzien in een structurele rapportering aan de regeringen van de deelentiteiten met betrekking tot de toepassing waarnaar verwezen wordt in het eerste en tweede lid. De modaliteiten met betrekking tot deze rapportering worden verder uitgewerkt in een uitvoerend samenwerkingsakkoord tussen de regeringen van de deelentiteiten.

Art. 4. De aanvragen, waarvan sprake in artikel 3, lid 2, worden binnen de 3 werkdagen na schriftelijke of telefonische ontvangst, toegewezen aan een deelentiteit overeenkomstig de verdeelsleutel waarvan sprake in artikel 3, lid 2.

Een deelentiteit aan wie een aanvraag werd toegewezen behandelt deze binnen de achtste werkdag. Indien een deelentiteit vaststelt dat zij niet bevoegd is, bezorgt zij de aanvraag ten laatste de achtste werkdag nadat de aanvraag haar werd toegewezen. Deze termijn wordt geschorst tijdens de periodes waarvan sprake in onderstaande leden.

De deelentiteit die een verzoek moet behandelen, verzamelt zo veel mogelijk uit eigen beweging alle ontbrekende inlichtingen om de toepassing van de aanknopingsfactoren, zoals opgenomen in artikel 2 van het samenwerkingsakkoord van 6 september 2017, te kunnen beoordelen. De deelentiteit kan inlichtingen die noodzakelijk zijn om een beslissing te nemen, opvragen bij een binnenlandse of buitenlandse dienst of instelling, alsook bij de betrokkene zelf.

Als de deelentiteit uiterlijk binnen een termijn van drie maanden geen antwoord ontvangt, verstuurt deze een rappel waarin aan de binnenlandse dienst of instelling of de betrokkene een laatste termijn van één maand toegekend wordt om te antwoorden. Als de deelentiteit geen antwoord ontvangt binnen die termijn, neemt deze een beslissing op basis van de gegevens waarover hij beschikt.

In afwijking van hetgeen in het voorgaande lid bepaald is, wacht de deeltentiteit het antwoord van de betrokkene of de binnenlandse dienst of instelling zelf af als de betrokkene of binnenlandse dienst of instelling binnen de termijn om te antwoorden, vermeld in het voorgaande lid, een reden opgegeven heeft die een langere antwoordtermijn rechtvaardigt.

Als de deeltentiteit inlichtingen opvraagt bij een buitenlandse dienst of instelling die noodzakelijk zijn om een beslissing te nemen, wordt de termijn, vermeld in het tweede lid, geschorst vanaf het moment dat de deeltentiteit de vraag gesteld heeft totdat hij een antwoord ontvangen heeft.

Een deeltentiteit die een verzoek om inlichtingen ontvangt, in het kader van een onderzoek met betrekking tot de in het eerste lid vermelde aanknopingsfactoren, van een andere deeltentiteit, bezorgt de inlichtingen binnen een termijn van acht werkdagen na ontvangst van de vraag. Als de deeltentiteit niet over de nodige gegevens beschikt, brengt hij de deeltentiteit die de vraag stelde daarvan op de hoogte binnen dezelfde termijn.

De deeltentiteiten bepalen in een uitvoerend samenwerkingsakkoord de nadere voorwaarden met betrekking tot de behandeling van de aanvragen waarvan sprake in dit artikel.

Art. 5. De deeltentiteiten verwerken met het oog op de correcte toepassing van de aanknopingsfactoren, zoals bepaald in artikel 3, lid 1, de volgende categorieën van persoonsgegevens over de kinderen en de sociaal verzekerde waarvan sprake in artikel 2 van het samenwerkingsakkoord van 6 september 2017:

- 1° identificatiegegevens;
- 2° persoonlijke kenmerken;
- 3° de samenstelling van het gezin;
- 4° beroepsmatige of gelijkgestelde situaties;
- 5° gegevens over gerechtelijke maatregelen.

De deeltentiteiten zijn, elk wat hen betreft, verwerkingsverantwoordelijke voor bovenvermelde persoonsgegevens zij verwerken. De deeltentiteiten bepalen in een uitvoerend samenwerkingsakkoord de nadere voorwaarden voor de verwerking van deze gegevens.

De persoonsgegevens, vermeld in het eerste lid, worden door de Vlaamse Gemeenschap, het Waalse Gewest, de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en de Duitstalige Gemeenschap bewaard overeenkomstig de bewaartermijnen voorzien in respectievelijk artikel 7, § 11 van het Groeipakketdecreet van 2018, artikel 109 van het Decreet van 8 februari 2018 met betrekking tot het beheer en de betaling van de gezinsbijslagen, artikel 34 van de Ordonnantie van 4 april 2019 tot vaststelling van het betaalcircuit voor de gezinsbijslag en artikel 23 van het Besluit van de Regering van 29 november 2018 tot uitvoering van het decreet van 23 april 2018 betreffende de gezinsbijslagen.

Art. 6. De kosten die samenhangen met de toepassing van artikel 2, worden over de deeltentiteiten verdeeld overeenkomstig de verdeelsleutel die werd vastgelegd in art. 47/5, § 5 van de Bijzondere Wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten. De deeltentiteiten evalueren deze verdeelsleutel om de twee jaar. De regering van de deeltentiteiten kunnen via een uitvoerend samenwerkingsakkoord een verdeelsleutel of kostenverdeling bepalen die nauwer aansluit bij de administratieve realiteit van de behandeling van de aanvragen.

Art. 7. De eventuele meningsverschillen die ontstaan tussen de deeltentiteiten met betrekking tot de interpretatie of de uitvoering van onderhavig samenwerkingsakkoord en het samenwerkingsakkoord van 6 september 2017 worden opgenomen in de schoot van een ad hoc commissie samengesteld uit een vertegenwoordiger van elke deeltentiteit. Bij gebrek aan overeenstemming, wordt het meningsverschil onderworpen aan een samenwerkingsgerecht in de zin van artikel 92bis, § 5 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 met betrekking tot de hervorming der instellingen. De leden van dit samenwerkingsgerecht zullen aangeduid worden door de respectievelijke regeringen van de deeltentiteiten. De werkingsmiddelen van het samenwerkingsgerecht zullen verdeeld worden over de deeltentiteiten overeenkomstig de verdeelsleutel die werd vastgelegd in art. 47/5, § 5 van de Bijzondere Wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten.

Artikel 12, lid 1 en 2 van het samenwerkingsakkoord van 6 september 2017 wordt opgeheven.

Art. 8. De deeltentiteiten staan in voor het beheer van de archieven van FAMIFED en de vzw Orint. Zij sluiten daartoe gezamenlijk de nodige overeenkomsten af met een derde partij of staan zelf in voor het beheer van deze archieven.

De kosten die samenhangen met de toepassing van het eerste lid worden over de deeltentiteiten verdeeld overeenkomstig de verdeelsleutel die werd vastgelegd in art. 47/5, § 5 van de Bijzondere Wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten. De deeltentiteiten evalueren deze verdeelsleutel om de twee jaar. De regering van de deeltentiteiten kunnen via een uitvoerend samenwerkingsakkoord een verdeelsleutel of kostenverdeling bepalen die nauwer aansluit bij de administratieve realiteit van de behandeling van de aanvragen.

Art. 9. De deeltentiteiten staan gezamenlijk in voor de afwikkeling van FAMIFED na de opheffing ervan. Zij staan gezamenlijk in voor de facturen gericht aan FAMIFED vanaf 1 januari 2022. Na de uitstap van de Vlaamse Gemeenschap uit de vzw Orint op 1 januari 2022 staan de deeltentiteiten gezamenlijk in voor de facturen gericht aan deze vzw met betrekking tot de periode voorafgaand aan 1 januari 2022.

Deze facturen worden verdeeld overeenkomstig de verdeelsleutel die werd vastgelegd in art. 47/5, § 5 van de Bijzondere Wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten die van toepassing is in het jaar waarin de factuur werd opgesteld door de betrokken schuldeiser, met uitzondering van facturen met betrekking tot het Kadaster en de Trivia-toepassing, op dewelke de verdeelsleutel wordt toegepast zoals deze werd gehanteerd binnen de vzw Orint tijdens het werkingsjaar 2021.

Art. 10. De kosten die samenhangen met de uitstap van de Vlaamse Gemeenschap uit de vzw Orint op 1 januari 2022 worden over de deeltentiteiten verdeeld overeenkomstig de verdeelsleutel die werd vastgelegd in art. 47/5, § 5 van de Bijzondere Wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten.

De deeltentiteiten evalueren deze verdeelsleutel om de twee jaar. De regeringen van de deeltentiteiten kunnen via een uitvoerend samenwerkingsakkoord een verdeelsleutel of kostenverdeling bepalen die nauwer aansluit bij de administratieve realiteit van de behandeling van de aanvragen.

Art. 11. Iriscare staat in voor het informaticatechnische beheer van het Kadaster en de Trivia-toepassing, dewelke in stand worden gehouden door de deeltentiteiten overeenkomstig artikel 8 van het samenwerkingsakkoord van 6 september 2017. Iriscare zal voor dit informaticatechnische beheer rechtstreeks kunnen factureren aan de overige deeltentiteiten, overeenkomstig de contractuele bepalingen die met de respectievelijke deeltentiteiten zullen worden overeen gekomen.

Art. 12. Dit samenwerkingsakkoord treedt in werking op 1 januari 2022.

Brussel, op 24 december 2021, in een enkel oorspronkelijk exemplaar in het Frans, het Nederlands en het Duits, dat zal worden neergelegd bij het Centraal Secretariaat van het Overlegcomité.

De Minister-President van de regering van het Vlaamse Gewest,  
J. JAMBON

De Vlaams Minister van Welzijn, Volksgezondheid, Gezin en Armoedebestrijding,  
W. BEKE

De Minister-President van de Waalse Regering,  
E. DI RUPO

De Waals Minister van Ambtenarenzaken, Informatica, Administratieve Vereenvoudiging,  
belast met de Kinderbijslag, Toerisme, Erfgoed en Verkeersveiligheid,  
V. DE BUE

De Minister-President van de Duitstalige Gemeenschap  
O. PAASCH

De Viceminister-president, minister van Volksgezondheid en Sociale Zaken, Ruimtelijke Ordening en Huisvesting,  
A. ANTONIADIS

De Voorzitter van het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie  
R. VERVOORT

De Lid van het Verenigd College, bevoegd voor de Gezinsbijslagen, Begroting,  
Openbaar Ambten Externe Betrekkingen,  
S. GATZ

De Lid van het Verenigd College, bevoegd voor de Gezinsbijslagen, Begroting,  
Openbaar Ambten Externe Betrekkingen  
B. CLERFAYT

#### SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2023/48494]

#### 20 SEPTEMBRE 2023. — Arrêté ministériel modifiant l'annexe 6 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 octobre 2022 relatif à la production biologique et à l'étiquetage des produits biologiques

Le Ministre de l'agriculture,

Vu le Règlement (UE) n° 2018/848 du Parlement européen et du Conseil du 30 mai 2018 relatif à la production biologique et à l'étiquetage des produits biologiques, et abrogeant le règlement (CE) n° 834/2007 du Conseil ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 octobre 2022 relatif à la production biologique et à l'étiquetage des produits biologiques et abrogeant l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 février 2010 concernant le mode de production et l'étiquetage des produits biologiques, l'article 11 ;

Considérant la demande d'agrément de la société à responsabilité limitée CertiOne, introduite en date du 4 mai 2023 ;

Considérant que CertiOne remplit toutes les conditions réglementaires pour obtenir l'agrément en tant qu'organisme chargé du contrôle de la production biologique et de l'étiquetage des produits biologiques,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Dans l'annexe 6 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 octobre 2022 relatif à la production biologique et à l'étiquetage des produits biologiques, l'organisme CertiOne est ajouté à la liste des organismes de contrôle délégués des tâches de contrôle officiel visée à l'article 11, en complétant l'annexe du texte suivant :

« N° code : BE-BIO-06  
Date de la délégation : 20 septembre 2023  
Nom : CERTIONE  
Numéro d'entreprise (BCE) : 0751.651.317  
Siège social et opérationnel : Rue Rempache 13  
5364 Hamois

Catégories de produits couvertes par la délégation :

- A : les végétaux et les produits végétaux non transformés, y compris les semences et les autres matériels de reproduction des végétaux ;
- B : les animaux et les produits animaux non transformés ;
- D : les produits agricoles transformés, y compris les produits de l'aquaculture, destinés à l'alimentation humaine ;
- E : les aliments pour animaux ;
- F : le vin. ».

**Art. 2.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa signature.

Fait à Namur, le 20 septembre 2023.

W. BORSUS